

Tikhomirov, J.A., *Pouvoir et administration dans la société socialiste*, Paris, Éd. du C.N.R.S., 1973, 191 p.

Alain Baccigalupo

Volume 8, numéro 1, 1977

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700765ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700765ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Baccigalupo, A. (1977). Compte rendu de [Tikhomirov, J.A., *Pouvoir et administration dans la société socialiste*, Paris, Éd. du C.N.R.S., 1973, 191 p.] *Études internationales*, 8(1), 128–129. <https://doi.org/10.7202/700765ar>

L'auteur et l'éditeur méritent d'être félicités pour la parution d'un ouvrage qui ne peut qu'éclairer le lecteur, en général, et le spécialiste de ces questions, en particulier.

L. P. SINGH

*Département de science politique,
Concordia University, Montréal*

TIKHOMIROV, J. A., *Pouvoir et administration dans la société socialiste*, Paris, Éd. du C.N.R.S., 1973, 191p.

Il ne faut pas s'attendre à trouver dans l'ouvrage de Tikhomirov, préfacé par Pierre Lavigne, une présentation institutionnelle des administrations soviétiques. Il ne faut pas non plus y chercher les résultats d'une étude de sociologie administrative.

Tikhomirov est un juriste. Un spécialiste du droit administratif. Et l'ouvrage ressemble pour beaucoup, à nombre de travaux publiés, en France par exemple, avant la révolution « crozierienne ». La science administrative soviétique, même si elle n'ignore pas les travaux de l'école behavioriste américaine, reste cependant attachée à une vision étroitement légaliste de l'appareil de l'État.

En outre, Tikhomirov est un soviétique, et un communiste convaincu. À ce titre, il reste très étroitement lié par le dogme marxiste-léniniste. Tant et si bien que nombre d'explications sur le fonctionnement des rouages politiques et administratifs dans la société socialiste sont recherchées, non dans la réalité sociologique ou fonctionnelle, mais dans l'idéologie officielle ou les textes légaux. Ce qui ne confère pas, selon nous, à cet ouvrage, un aspect scientifique très poussé, au sens où peuvent l'entendre des chercheurs « bourgeois ».

Ces considérations de base établies, il convient toutefois d'indiquer que le travail de Tikhomirov offre l'avantage d'offrir des indications bibliographiques précieuses, dont

plusieurs en langue française. Il amorce aussi, il faut bien le dire, une réflexion sur les orientations actuelles de la science administrative en Urss et dans les pays d'Europe de l'Est. Il tente notamment de résoudre plusieurs problèmes de terminologie administrative propres à la société communiste. Par exemple : quelle différence doit-on faire entre « administration » et « gestion » dans une société où tout est public (p. 14) ? Comment distinguer le « pouvoir public » du « pouvoir administratif » (p. 22) etc. ?

L'auteur tente encore une ébauche de classification des administrations d'État en Urss, non dénuée de tout intérêt (p. 62-79).

Le lecteur, grâce au livre de Tikhomirov, verra comment les Soviétiques tendent, après avoir partagé une vision pour le moins « courtelinesque » de l'administration publique (p. 36-37), qui représente environ 10% de l'activité sociale, à réconcilier enfin administration et travail.

Plusieurs autres problèmes intéressants sont, en outre, soulevés dans cette brève étude. Par exemple : doit-on distinguer dans la société socialiste, administrateurs et administrés (p. 39) ? La réponse de Tikhomirov est d'ailleurs ambiguë. Oui, si l'on considère les tendances « professionnalistes » de l'administration et le recours par elle ou des formes de coercition telles que la réglementation, le respect de la discipline, les contraintes de toutes sortes imposées par l'administrateur aux administrés (p. 40). L'auteur semble bien d'ailleurs opter pour la thèse de la spécificité du travail administratif.

L'ouvrage examine enfin la question du contrôle de l'appareil administratif en Urss : contrôle exercé par les députés des soviets à tous les niveaux, contrôle par les commissions permanentes des soviets, contrôle effectué par les tribunaux et la *prokurata* (p. 140).

Cette dernière d'ailleurs, si elle bénéficie légalement d'une large vocation et si elle

paraît attacher « une grande attention à la protection des droits des citoyens dans l'activité des organes d'État », semble cependant déployer « encore insuffisamment son activité de surveillance en ce qui concerne les violations dites de compétence de la légalité, c'est-à-dire l'édiction d'actes pour abus de pouvoirs... » (p. 142).

Cette remarque critique est d'autant plus à souligner que l'auteur en est généralement plutôt avare. On ne saurait, en effet, accepter comme critique scientifique valable, des déclarations à l'emporte-pièce, de nature éminemment politique et idéologique, telles que celle que nous sert l'auteur p. 178, lorsqu'il écrit : « la réalité bourgeoise, au contraire détruit les idéaux de la démocratie ».

Alain BACCIGALUPO

*Département de science politique,
Université Laval*

ZORGBIBE, Charles, *Les relations internationales*, Paris, Presses Universitaires de France (Collection Thémis), 1975, 364p.

Après les travaux de Duroselle, Bosc, Merle et Gonidec, un nouveau manuel d'introduction vient s'ajouter aux nombreux ouvrages qui se proposent d'initier le lecteur aux fondements politiques et sociologiques de la vie internationale. Celui de Charles Zorgbibe, *Les relations internationales*, s'impose d'emblée comme l'un des plus utiles et des mieux conçus.

Articulant ce manuel autour de deux thèmes majeurs – les acteurs et le jeu international – l'auteur est allé à l'essentiel. C'est ainsi qu'il dégage, très rapidement peut-être, les différentes approches à l'étude de la politique étrangère pour ensuite s'attacher sur la diversité des politiques étatiques. De la même façon, s'applique-t-il à dessiner à grands traits les différentes écoles de pensée relatives au phénomène de l'intégration internationale. Le survol rapide est suivi d'un exposé fort bien fait sur ce que l'au-

teur appelle les puissances d'opinion et les pouvoirs privés transnationaux. Ce chapitre a l'immense avantage de comprendre un développement historique qui aidera l'étudiant à retracer les principaux jalons de l'évolution de ces mouvements transnationaux.

Le lecteur appréciera aussi la seconde partie de l'ouvrage de Charles Zorgbibe qui démontre une parfaite compréhension de l'évolution du système international de 1945 à nos jours. Les problèmes politico-militaires retiennent, comme il se doit, une place importante dans l'analyse du jeu politique auquel se livrent les blocs et les grandes puissances. L'auteur insiste à raison sur la redistribution des forces et des interactions politiques à l'intérieur du système international pour terminer sur deux interrogations : le monde s'oriente-t-il vers une structure mieux ordonnée et peut-on parler de convergence entre les systèmes politiques actuels qui s'opposent depuis 1945, ou, selon certains, depuis 1917 ?

Il s'agit sans doute pour l'instant du meilleur manuel d'introduction disponible en matière de relations internationales dont la qualité pédagogique est indéniable, ne serait-ce qu'en vertu de l'existence des abondantes sections bibliographiques qui suivent chacun des développements. Il est à espérer que des auteurs québécois, si bien placés pour suivre les travaux qui se font à la fois en Europe et aux États-Unis, sauront imiter un jour cet exemple qui nous vient de France.

Albert LEGAULT

*Département de science politique,
Université Laval*

—, *Hommes et destins* (dictionnaire biographique d'Outre-Mer), Travaux et mémoires de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, Nouvelle série n° 2, tome 1, Paris, 1975, 668p.

L'Académie des Sciences d'Outre-Mer entreprend la publication d'un dictionnaire